

Cop28 (Dubai) : OPA fossile sur les COP

mercredi 6 décembre 2023, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 6 décembre 2023).

Sommaire

- [Un long tabou](#)
- [La pression monte](#)
- [Profits obscènes](#)
- [Ambitions géostratégiques](#)
- [Démagogie « anti-impérialiste](#)
- [Frénésie d'investissements \(...\)](#)
- [Absurdités](#)
- [Responsabilité du GIEC](#)
- [« Unabated emissions »](#)
- [Poudre aux yeux](#)
- [Néocolonialisme climatique](#)
- [Des contrats, des contrats...](#)
- [Passera ? Passera pas ?](#)

Qu'ils soient privés ou publics, ces grands groupes fossiles campent depuis des décennies sur une position défensive, imprégnée plus ou moins explicitement de déni climatique. Au fil des années, ils ont contesté successivement le réchauffement lui-même, son origine « anthropique », le rôle du CO₂, puis la part des émissions de CO₂ imputable au charbon, au pétrole et au gaz.

Un long tabou

Du fait de leur énorme emprise politique, les capitalistes du secteur de l'énergie ont marqué des points significatifs : la responsabilité majeure des combustibles fossiles n'est pas mentionnée dans la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique (CCNUCC, Rio 1992) ; elle ne l'est pas davantage dans l'Accord de Paris adopté à la COP21 (2015). Ces documents plaident pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, pas pour extraire et brûler moins de fossiles.

Il a fallu attendre la COP26 (Glasgow, 2021) pour que l'expression « combustibles fossiles » fasse son apparition dans les textes. Lors de cette COP, une tentative de décider la sortie du charbon a été écartée in extremis, et la résolution adoptée s'est prononcée seulement pour la réduction des fossiles (« phasing down »), pas pour leur abandon (« phasing out »). Entre-temps, l'inventaire par les Nations unies des politiques suivies en application de Paris a livré son verdict : le monde va droit dans le mur, vers une hausse de température de 2,9°C. Le « phasing out » s'imposera-t-il enfin ? Pour tous les fossiles ou pour le seul charbon ? En tout cas, les exploiters de la ressource sont soumis à une pression croissante.

La pression monte

Les scientifiques ont démasqué les mensonges des « marchands de doute » et désamorcé les coups

montés pour tenter de discréditer leurs conclusions. [1] La pression de la société n'a cessé de croître au fil de catastrophes de plus en plus fréquentes et violentes. Elle a cru aussi au sein de la classe dominante, en particulier auprès des assureurs. Tout cela s'est traduit sur le plan des principaux gouvernements en une volonté d'entamer quelque chose comme une « transition énergétique ». Dans ce contexte, la tactique fossile de l'obstruction à reculons devient difficilement tenable.

Les groupes énergétiques aiment se présenter comme les bienfaiteurs qui offrent à l'humanité la chaleur, la lumière, la mobilité et le développement. S'obstiner à ignorer les enjeux climatiques pourrait dégrader très fortement leur image de marque. Des populations convaincues du fait que ces capitalistes, en pleine connaissance de cause, ont sacrifié délibérément leurs conditions d'existence sur l'autel du profit pourraient exiger réparation des dégâts, crier vengeance, voire revendiquer la socialisation du secteur énergétique avec expropriation des capitalistes.

Profits obscènes

Le risque politique est d'autant plus sérieux que les rendements des fossiles ont explosé, à la faveur principalement de l'agression russe contre l'Ukraine : selon l'Agence Internationale de l'Energie, les multinationales (dont Shell, ExxonMobil, Chevron, BP, TotalEnergies) ont engrangé 4.000 milliards de dollars de profit en 2022 - plus du double du bénéfice moyen des dernières années. Les compagnies nationales ne sont pas en reste, en particulier Saudi Aramco (161 milliards de dollars, en hausse de 46% par rapport à 2021), sa petite soeur émiratie ADNOC (24,7 milliards de dollars, en hausse de 27%), la norvégienne Equinor (151 milliards de dollars, + 67%) et leurs semblables dans d'autres pays (Qatar, Koweït, etc).

Ces bénéfices astronomiques deviennent carrément obscènes quand on sait que le nombre de personnes dans le monde vivant sans accès à l'électricité a augmenté en 2022 pour la première fois depuis vingt ans. Et ce n'est pas près de changer : à politique constante, selon l'AIE, 660 millions d'êtres humains seront toujours sans courant en 2030, dont 550 millions en Afrique subsaharienne. Tout cela alors que l'engagement pris en 2009 par les pays riches de verser dès 2020 cent milliards de dollars par an au Fonds vert climatique n'est toujours pas respecté. L'injustice climatique est le scandale majeur de notre temps. Elle pourrait nourrir des soulèvements, voire des révolutions.

L'injustice climatique est le scandale majeur de notre temps. Elle pourrait nourrir des soulèvements, voire des révolutions.

Pour les compagnies, mieux vaut anticiper, s'adapter à la pression montante et l'utiliser pour orienter les objectifs, les moyens et les rythmes de la politique climatique en fonction de leurs intérêts. L'objectif stratégique ne change pas - déboursier le moins possible et empêcher tout calendrier contraignant de sortie des fossiles, à court, moyen, voire long terme si possible. Mais la tactique s'adapte : il s'agit dorénavant de se positionner au centre du jeu en présentant le secteur comme la partie principale de la solution plutôt que comme la source principale du problème. Lancer une OPA sur les COP, telle est la mission que le président de l'ADNOC prétend incarner.

Ambitions géostratégiques

On verra plus loin les lapins qu'al-Jaber sort de son chapeau à la COP pour tenter de préserver l'empire des fossiles. Auparavant, il convient de se pencher sur le fait que la tentative d'OPA ne vient pas des grandes sociétés étasuniennes et de leurs représentants politiques (au contraire, ceux-ci se recrutent principalement dans les rangs climato-négationnistes ouverts) : elle vient des Emirats Arabes Unis et, derrière elle, de l'Arabie saoudite, à travers leurs compagnies nationales des pétroles et du gaz.

Ceci est sans doute à mettre en relation avec les nouvelles ambitions géostratégiques de ces deux Etats, qui profitent des rivalités croissantes entre les grands puissances impérialistes pour avancer leurs propres intérêts. L'actualité récente le montre : Saoudiens et Emiratis entendent s'autonomiser de la tutelle de Washington. Dans le dossier climatique, cela s'exprime dans le soin que ces deux pays - le royaume des Saoud en particulier - mettent à se positionner comme des porte-paroles du droit au développement du « Sud global »... dont ils font officiellement partie.

Imaginez Joe Biden prétendant que c'est pour aider au « développement soutenable » du Sud que les USA forent plus de nouveaux puits de pétrole aujourd'hui que sous Trump, personne en Amérique latine ne le croirait. Le même scepticisme règnerait en Afrique si Emmanuel Macron affirmait que les projets de Totalénergies au Gabon et en Ouganda visent le bien-être des peuples dans le respect de l'environnement... D'une manière générale, l'impérialisme occidental est profondément discrédité dans les pays dominés. Poutine et Xi Jinping l'ont bien compris.

Les sheiks du pétrole aussi. Bien qu'ils nagent dans une fortune insolente, oppriment leurs peuples et pressurent sans pitié les travailleurs/euses immigré.e.s [2] leur situation particulière fait d'eux, aux yeux des gouvernements du Sud, des acteurs plus crédibles d'une politique climatique « réaliste », « sérieuse » et « pragmatique », comme dit al-Jaber. En clair : une politique qui dénoue les cordons de la bourse et remet aux Calendes grecques la fin de l'extraction et de la combustion des combustibles fossiles, au nom du « droit au développement » des pays les plus pauvres de la planète.

Démagogie « anti-impérialiste »

Ce n'est pas par hasard que al-Jaber a fait des pieds et des mains pour ouvrir la COP avec une « bonne nouvelle » pour le Sud : contrairement à toute attente, les négociations sur le lancement effectif du fonds pour les « pertes et préjudices » décidé en principe à la COP26, en Egypte, ont abouti. Applaudissements debout des délégué.e.s au sommet. En réalité, cet enthousiasme est déplacé : la Banque Mondiale supervisera le fonds (comme exigé par les Etats-Unis), les contributions seront volontaires, sous forme de prêts pour la plupart. Quelques centaines de millions de dollars ont été rassemblés immédiatement. Or c'est de milliards, pas de millions, que les peuples du Sud ont besoin, comme l'a dit Rachel Cleetus, de l'Union of Concerned Scientists (UCS) [3]

La manœuvre des pétromonarchies est claire comme de l'eau de roche : utiliser les demandes légitimes des peuples du Sud pour protéger leur empire. Dans ce but, al-Jaber n'hésite pas à déployer une démagogie faussement « anti-impérialiste ». C'est ce qui est apparu dans son échange tendu avec l'ex-présidente de la République d'Irlande, ex-envoyée spéciale de l'ONU sur le climat. Le Président de la COP28 a accusé Mary Robinson de croire aux « mensonges » des médias occidentaux (« vos médias ») qui lancent de « fausses accusations » contre les plans d'investissement de l'ADNOC. Il a accusé son interlocutrice de vouloir « un retour aux cavernes » et l'a mise au défi de proposer un « plan de sortie des fossiles » qui soit compatible avec le développement. A la fin,

excédé, al-Jaber a mis bas le masque : « aucune science ne fait de la sortie des fossiles une condition nécessaire pour rester sous 1,5°C de réchauffement », a-t-il déclaré. [4]

Frénésie d'investissements fossiles

En réalité, les plans d'investissements fossiles de l'ADNOC sont bien réels : selon l'Energy Information Administration US, les Emirats prévoient d'augmenter de 25% leur production de pétrole d'ici 2027. [5] Le Président de la COP28 y contribue avec ardeur : selon Climate Reporting, son agenda compterait pas moins de quinze contrats de vente de fossiles (à la Chine, l'Allemagne, le Brésil et l'Egypte, notamment). [6]. Ce n'est que le sommet de l'iceberg - toutes les compagnies fossiles font de même. D'ici 2025, les projets d'expansion des dix plus gros pollueurs du secteur fossile ajouteront 20 Gt de CO₂, plus de cinq fois les émissions annuelles des pays de l'Union Européenne ([7].

D'ici 2025, les projets d'expansion des dix plus gros pollueurs du secteur fossile ajouteront 20 Gt de CO₂, plus de cinq fois les émissions annuelles des pays de l'Union européenne.

Cette frénésie d'investissements va complètement à l'encontre du consensus scientifique. Même l'Agence Internationale de l'Energie le dit : le temps presse, la sortie des fossiles doit commencer maintenant. Selon le dernier rapport du Groupe de travail III du GIEC « la réduction des émissions de GES dans l'ensemble du secteur énergétique nécessite (...) une réduction substantielle de la consommation globale de combustibles fossiles ». Le rapport en précise l'ampleur : d'ici 2050, les usages du charbon, du pétrole et du gaz doivent baisser respectivement de 95%, 60% et 45% (comparé à 2019) pour avoir une chance sur deux de rester sous 1,5°C. [8]

Absurdités

Pour éviter le couperet, le CEO de l'ADNOC exploite à fond l'idée que c'est la baisse des émissions qui importe, pas celle de l'utilisation des fossiles - on peut polluer, il suffit de balayer le CO₂ sous le tapis. Par exemple, en injectant le CO₂ capturé dans les gisements de pétrole... pour augmenter l'extraction. Venu à Dubaï pour appuyer son collègue émirati, le big boss d'ExxonMobil, Darren Woods, l'a dit clairement : on discute trop de « la solution électron ». « La capture du carbone jouera un rôle. L'hydrogène jouera un rôle. Les biocarburants joueront un rôle. Nous sommes bons là-dedans. Nous savons comment faire ». [9].

C'est évidemment absurde. Prenons l'exemple de la capture-séquestration. A part dans le secteur cimentier, elle est particulièrement absurde. Même si toutes les intentions en la matière se concrétisaient et si tous les projets devenaient opérationnels, on ne capturerait en 2030 que 0,25 Gt de CO₂, moins de 1% des émissions globales actuelles. [10]. Le problème est cette absurdité n'est pas tout à fait absente des travaux du GIEC.

Responsabilité du GIEC

Dans le 5^e rapport, qui a servi de base à l'Accord de Paris, 95% des projections climatiques incluait le déploiement massif de la bio-énergie avec capture et séquestration du carbone (BECCS). [11] Cette technologie d'apprenti sorcier consommerait tellement de superficie terrestre que l'humanité devrait choisir : manger, ou porter le coup final à la biodiversité. Le 6^e rapport est moins enthousiaste sur la BECCS, mais reste axé sur la capture-séquestration et autres technologies du même genre. Dans le rapport de synthèse. - un document politiquement plus percutant que les milliers de pages noircies par les Groupes de travail I, II et III - on lit ceci :

« Le zéro émissions nettes (en 2050) implique de passer des combustibles fossiles sans captage et stockage du carbone (CSC) à des sources d'énergie sans carbone ou très peu carbonées, telles que les énergies renouvelables ou les combustibles fossiles avec CSC (...) et de retirer du dioxyde de carbone de l'atmosphère (CDR) » [12].

Dans ce texte, 1°) les objectifs chiffrés de réduction des fossiles cités par le GTIII ont disparu ; 2°) la réduction absolue de l'usage de ces combustibles est remplacée par une formule qui amalgame les renouvelables, les fossiles avec capture-séquestration du carbone (CSC) et les technologies pour retirer du carbone de l'atmosphère (CDR) ! Le texte va jusqu'à affirmer que les fossiles avec capture-séquestration (CSC) constituent une « source d'énergie sans carbone ou très peu carbonée », ce qui est une contre-vérité scientifique.

« Unabated emissions »

Une bonne partie des propositions du Président de la COP28 s'articulent sur cette contre-vérité. Al-Jaber a baissé la garde face à Mary Robinson (« aucune science ne fait de la sortie des fossiles, etc »...). Mais c'était un dérapage. D'habitude, il prend bien soin de répéter qu'il faut baisser la consommation des combustibles fossiles "sans abattement" (« unabated »). [13]. Jim Skea, le nouveau président du GIEC, lui a même donné quitus : « Je peux dire que le D^r. Sultan a été attentif à la science »... [14]

De fait, « unabated fossil fuels » est la formule employée par le GIEC pour désigner des fossiles exploités sans technologies permettant de retirer du carbone de l'atmosphère. Une note de bas de page du rapport du GTIII en donne la définition suivante :

« Les combustibles fossiles sans abattement désignent les combustibles fossiles produits et utilisés sans des interventions (?) permettant de réduire substantiellement (?) la quantité de gaz à effet de serre émise sur le cycle de vie ; par exemple (sic) en capturant 90% ou plus (du CO₂) des centrales électriques, ou 50 à 80% des émissions de méthane de la fourniture d'énergie » [15].

C'est très imprécis - les « interventions » ne sont pas spécifiées. De plus, « l'exemple » de « 90% de capture ou plus » est incohérent : si l'abattement n'est pas de 100%, on n'est pas au « zéro net ». Même Fatih Birol, le très capitaliste patron de l'AIE, souligne qu'il faut « en priorité faire tout ce qui est possible pour cesser de mettre du carbone dans l'atmosphère ». [16] Sultan al-Jaber fait exactement le contraire.

Poudre aux yeux

Ensemble, l'Arabie saoudite et les Emirats ont profité de la COP28 pour rendre public le « pacte »

conclu par 50 compagnies fossiles qui s'engagent à éliminer leurs émissions (« abated », bien entendu) d'ici 2050. Il s'agit d'une pure opération de poudre aux yeux, montée avec l'aide de McKinsey. Non seulement un engagement à 2050 est une insulte à l'urgence, mais en plus le « pacte » ne porte que sur les émissions « opérationnelles » (directement liées à l'activité d'extraction). Celles-ci représentent à peine 15% des émissions dues à la combustion des combustibles fossiles ! La ficelle est si grosse que même la presse financière se montre critique [17]

Pour détourner l'attention du « phasing out » des fossiles, al-Jaber profite de sa casquette de Président de la COP pour pousser des gouvernements à conclure des engagements partiels sur de nombreux sujets. Il s'agit de déclarations d'intention, non contraignantes... mais, soigneusement relayées vers les médias, elles donnent l'impression que le sommet accumule les succès.

Tout fait farine au moulin : engagements à produire sous les Tropiques de l'hydrogène vert, bleu ou gris à exporter massivement vers les pays développés [18] ; engagement de 22 pays pour tripler les capacités de l'énergie nucléaire d'ici 2050 ; engagement de 15 autres à sortir du charbon ; engagement de 134 autres encore pour inclure l'agriculture et l'alimentation dans leurs plans climat (une promesse tellement vague qu'elle n'évoque même pas la question de la viande !) ; sans oublier, bien sûr, ce qui coûte le moins cher aux capitalistes : protéger les forêts existantes et planter des arbres pour absorber le CO₂.

Néocolonialisme climatique

A cet égard, les Sheiks font très fort puisque la société émiratie Blue Carbon LLC a acquis pour trente ans 10% des superficies totales du Libéria, de la Tanzanie, de la Zambie, et 20% de celle du Zimbabwe, soit 25 millions d'hectares. Blue Carbon a été créée il y a un an à peine en misant sur la concrétisation à la COP28 de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui lui permettra de vendre des crédits de carbone en empochant 70% des gains - avec apparemment une clause préférentielle d'achat par les Emirats. Les gouvernements des pays africains n'ont pas consulté les populations. [19] C'est du néocolonialisme sur le dos des peuples, pour une efficacité climatique proche de zéro : selon une enquête récente, 94% des crédits carbone générés dans les forêts équatoriales ne correspondent à rien. [20] Les idéologues néolibéraux introduiront-ils le concept de « crédits carbone notionnels » ? Plus rien ne doit nous étonner dans ce monde de fous où le capital, comme disait Marx, présente tout la tête en bas...

Des contrats, des contrats...

Si Sultan al-Jaber ne suit pas Fatih Birol sur la capture-séquestration, il s'accorde avec lui sur les énergies renouvelables. L'AIE plaide pour tripler les capacités installées d'ici 2030. Le Président de la COP28 l'approuve bruyamment. Mais il y a intérêt, puisqu'il dirige non seulement l'ADNOC mais encore la compagnie émiratie MASDAR, spécialisée dans les énergies vertes. Quelques jours avant l'ouverture du sommet, MASDAR a inauguré aux EAU la plus grande centrale photovoltaïque du monde. [21] Bingo : à la COP, on signe des contrats à tour de bras. [22].

Pour la famille régnante émiratie, la COP28 est une gigantesque opération diplomatico-géostretégico-commerciale. Diplomate du climat, Alex Scott déclare : « Cette COP est encore plus une foire commerciale que celles de Glasgow et de Sharm-el-Sheik. Je ne pense pas que tous ces financiers sont ici pour assister à des heures de négociations climatiques ». [23]. En fait, le sommet est complètement gangrené par l'industrie fossile, la finance et leurs lobbyistes, présents par milliers jusque dans les délégations des Etats [24]

Passera ? Passera pas ?

L'OPA fossile réussira-t-elle ? Le secrétaire général des Nations Unies a jeté un pavé dans la mare. Vingt-quatre heures après la sortie des propositions d'al-Jaber, Antonio Guterres déclarait à la tribune de la COP que ces propositions « ne sont clairement pas à la hauteur de ce qui est nécessaire » car « elles ne disent rien de l'élimination des émissions résultant de la consommation des combustibles fossiles » [25].

Mais les COP prennent leurs décisions au consensus entre gouvernements capitalistes, tous adeptes des politiques néolibérales, tous dévoués corps et âme à la compétitivité d'une économie qui, trente ans après le sommet de Rio, dépend toujours à 80% des énergies fossiles. Une seule chose est certaine : seule la lutte des peuples pour une alternative anticapitaliste peut arrêter la catastrophe.

Daniel Tanuro

P.-S.

- Gauche anticapitaliste. 6/12/2023 :
<https://www.gaucheanticapitaliste.org/opa-fossile-sur-les-cop/>
-

Notes

[1] Notamment la tentative de discréditer le sérieux de leurs recherches, juste avant Copenhague

[2] On se souvient des milliers de morts sur les chantiers du Mondial de football, au Qatar. Aux Emirats, des travailleurs immigrés ont travaillé par plus de 42°C sur le site de la COP28, au mépris même de la législation locale

[3] <https://www.rtf.be/article/cop28-un-premier-accord-pour-creer-un-fonds-perles-et-dommages-pour-aider-les-pays-vulnerables>

[4] Voir la vidéo sur le site du Guardian
<https://www.theguardian.com/environment/2023/dec/03/back-into-caves-cop28-president-dismisses-phase-out-of-fossil-fuels>

[5] Le Monde, 30/11/2023

[6] <https://climate-reporting.org/cop28-president-oil-climate/>

[7] cité par Corporate Europe Observatory in « COP28 push for Hydrogen »)

[8] IPCC, AR6, WGIII, SPM, C.3.2

[9] Financial Times, 2/12/2023

[10] Production Gap Report, <https://productiongap.org>, cité sur <https://www.desmogblog.com>

- [11] Selon le climatologue Kevin Anderson. Cf. son blog <http://kevinanderson.info/blog>
- [12] IPCC, AR6, Synthesis report, Summary for Policymakers, B.6.3
- [13] Il lui arrive même de dire qu'il faut « sortir des fossiles », mais toujours « unabated »
- [14] BBC, 4/2/2023
- [15] IPCC, AR6, WGIII, SPM, Footnote 55 - ma traduction
- [16] <https://www.iea.org/news/the-path-to-limiting-global-warming-to-1-5-c-has-narrowed-but-clean-energy-growth-is-keeping-it-open>
- [17] Financial Times, 2/12/2023
- [18] Voir l'excellente analyse de ces projets trompeurs par Corporate Europe Observatory, op. cit.
- [19] Le Monde, 29/11/2023
- [20] The Guardian, 18/1/2023
- [21] <https://www.prnewswire.com/news-releases/deputy-ruler-of-abu-dhabi-inaugurates-worlds-largest-single-site-solar-power-plant-ahead-of-cop28-301992276.html>
- [22] <https://www.pv-tech.org/masdar-roundup-uae-state-owned-developer-makes-flurry-of-deals-du-ring-cop28/>
- [23] Financial Times, 1/12/2023
- [24] Lire le bon article de la RTBF, qui donne largement la parole à Pasco Sabido, du Corporate Europe Observatory :
<https://www.rtf.be/article/cop28-les-lobbies-prophetes-de-la-grand-messe-du-climat>
- [25] Financial Times, 3/12/2023